



Anne DULPHY  
& Christine MANDAND  
(eds.)

# LES OPINIONS PUBLIQUES FACE À L'EUROPE COMMUNAUTAIRE

Entre cultures nationales  
et horizon européen

# PUBLIC OPINION AND EUROPE

National Identities and  
the European Integration Process



P.I.E. - Peter Lang



Anne DULPHY  
& Christine MANDAND  
(eds.)

# LES OPINIONS PUBLIQUES FACE À L'EUROPE COMMUNAUTAIRE

Entre cultures nationales  
et horizon européen

# PUBLIC OPINION AND EUROPE

National Identities and  
the European Integration Process



P.I.E. - Peter Lang

# Introduction

Anne DULPHY et Christine MANIGAND

Il en est du gouvernement européen comme des gouvernements nationaux : il ne peut y avoir d'action sans une volonté commune à tous les membres. Or cette volonté de corps qui, dans un gouvernement national, naît du patriotisme national, dans le gouvernement européen ne peut provenir que d'une plus grande générosité de vues, d'un sentiment européen, qu'on peut appeler le patriotisme européen.

Ainsi, dès 1814, le comte de Saint-Simon posait-il le lien existant entre l'action des élites en vue de la construction européenne et la « volonté commune » de l'opinion, une problématique devenue un enjeu particulièrement crucial pour l'avenir de l'intégration depuis le traité de Maastricht.

Dans cette perspective, l'objectif de cet ouvrage est de rendre compte des évolutions des attitudes collectives vis-à-vis de l'Europe communautaire et de tenter de les éclairer, en conjuguant dans une approche pluridisciplinaire un regard historique et des clés d'explication politologiques, sans entrer dans le débat par ailleurs fort vif sur l'outil d'évaluation périodique fourni par la Commission depuis 1973, *Eurobaromètre*<sup>1</sup>.

## L'évolution du sentiment européen

La rupture de pente observée en 1991 dans la courbe du soutien public à l'intégration européenne a multiplié les études globales en la matière. Ce déclin se mesure à plusieurs indicateurs primordiaux : le pourcentage d'approbation moyenne a chuté de 81 à 73 entre 1991 et le printemps 1994, le sentiment que l'appartenance à l'UE est une « bonne chose » de 72 à 54 %, et les regrets en cas de dissolution de 59 à 40 %. Il convient également de mentionner le rejet du traité de Maastricht par la population danoise en juin 1992, et la difficile ratification française en

---

<sup>1</sup> Dont font état Bréchon, P., et Cautrès, B. (dir.), *Les enquêtes Eurobaromètres. Analyse comparée des données socio-politiques*, Paris, L'Harmattan, 1998.

octobre de la même année. Ces consultations référendaires ont posé avec acuité le problème de la place de l'opinion publique dans l'ensemble du processus d'intégration ; elles ont donné une impulsion supplémentaire à la dénonciation du « déficit démocratique »<sup>2</sup> européen pour opacité du système, pour inefficacité dans les domaines des prérogatives régaliennes, pour accaparement décisionnel par les élites...

De fait, la formule de « consensus permissif » résume la situation dans les pays fondateurs depuis l'origine : elle renvoie à l'orientation très majoritairement favorable du sentiment collectif envers l'Europe communautaire – mais faiblement affirmée, d'où l'expression également utilisée de « consensus mou » –, avec pour conséquence une importante marge de manœuvre dévolue aux décideurs. Les analystes divergent dans leurs appréciations : les uns décrivent un phénomène exclusivement conduit par les élites, sans implication des citoyens dont le soutien fait figure de postulat commode ; les autres – Ronald Inglehart en particulier – considèrent que le soutien public a été une condition indispensable à l'intégration. L'article consacré à la France dans cet ouvrage rend compte de cette attitude durable. En revanche, celle-ci n'a pas existé dans les pays concernés par le premier élargissement – Grande-Bretagne, Irlande, Danemark et Norvège – où le scepticisme primait et a même conduit au rejet de l'adhésion dans le dernier.

Les moyennes calculées par Christopher J. Anderson et Karl C. Kaltenthaler pour les deux décennies comprises entre 1973, date de parution d'*Eurobaromètre*, et 1993 montrent que l'approbation globale était élevée, entre 65 et 75 % pour la plupart, le Danemark – 48,3 – et l'Italie – 82,2 – se situant aux extrêmes. Les pourcentages, considérant que l'appartenance est une bonne chose, étaient un peu inférieurs, compris entre 38,1 pour l'Angleterre et 77,9 pour les Pays-Bas. Moins nombreux encore étaient ceux qui auraient émis des regrets en cas de dissolution, avec un maximum de 60,1 % pour le Luxembourg. Le soutien théorique et affectif tend donc à s'éroder avec la précision des questions, d'autant qu'y intervient implicitement une évaluation du bilan retiré.

---

<sup>2</sup> Boquet, D., « Le déficit démocratique en Europe », *Commentaire*, printemps 1993, n° 61, p. 37-44.

**Tableau 1. Soutien à l'intégration entre 1973 et 1993**

Pays	Soutien Intégration		Bénéfices Communauté		Regrets Dissolution		Rang moyen
	%	rang	%	rang	%	rang	
Luxembourg	79,5	2	76,6	2	60,1	1	1,7
Italie	82,2	1	72,9	3	50,4	3	2,3
Pays-Bas	76,8	4	77,9	1	51,9	2	2,3
France	78,3	3	60,8	5	46,9	5	4,3
Allemagne	76,6	5	58,7	7	48,7	4	5,3
Belgique	72,6	6	62,8	4	37,9	10	6,7
Espagne	71,8	7	59,1	6	43,1	7	6,7
Irlande	65,1	9	58,1	8	44,3	6	7,7
Grèce	69,7	8	55,3	9	38,8	8	8,3
Portugal	63,4	10	48,9	10	38,8	8	9,3
Danemark	48,3	12	39,9	11	30,4	11	11,3
Royaume-Uni	62,8	11	38,1	12	26	12	11,7

Source : Anderson, C. J., and Kaltenhalter, K. C., « The Dynamics of Public Opinion toward European Integration, 1973-93 », *European Journal of International Relations*, vol. 2, n° 2, juin 1996, p. 180.

La hiérarchie des prises de position met en lumière le fort soutien des six pays fondateurs ; l'Espagne tend à les rejoindre, associant démocratisation et intégration. L'autre exception est constituée par le faible niveau des regrets exprimés en Belgique où l'europhilie est pourtant élevée. Le Danemark et l'Angleterre se situent systématiquement en queue de peloton, tandis que les pays restants forment un groupe en position médiane. Plusieurs conclusions en ont été tirées, liant le niveau de soutien au moment de l'adhésion – c'est-à-dire au contexte d'opinion initial – et à la durée de socialisation au processus d'intégration<sup>3</sup> ; dans cette hypothèse, la situation spécifique des populations méditerranéennes concernées par le second élargissement résulterait du fait qu'elles ont été longtemps écartées de l'Europe communautaire par leurs régimes dictatoriaux et non par leurs réticences propres. Dernier paramètre, le bénéfice tiré de l'appartenance, communément relié aux performances de l'économie nationale et à la stabilité politique ; la conjoncture, et

<sup>3</sup> Inglehart, R., et Rabier, J.-R., « Europe Elects a Parliament : Cognitive Mobilization, Political Mobilization and Pro-european Attitudes as Influence on Voter Turnout », *Government and Opposition*, automne 1979, vol. 14, n° 4 ; Anderson, C. J., and Kaltenhalter, K. C., « The Dynamics of Public Opinion toward European Integration, 1973-93 », *European Journal of International Relations*, vol. 2, n° 2, juin 1996.

l'optimisme avec lequel elle est considérée, contribuent donc à une adhésion de masse ou au contraire à un repli sur l'horizon national.

Telle est l'une des clés de l'évolution récente, de même qu'elle contribue sans doute à expliquer les fluctuations de la courbe du soutien au cours de ces deux décennies ; ces dernières sont décrites et expliquées dans plusieurs contributions de cet ouvrage. Comme cela a été indiqué, le consensus proeuropéen a semblé se briser au début des années 90 : 46 % seulement considéraient que l'appartenance à l'UE est une « bonne chose » au printemps 1997 – 72 % en 1991, 54 % en 1994 –, 49 % au printemps 1999, et leur nombre dépasse à peine les 50 % en 2002 ; les chiffres relatifs à la conscience des bénéficiaires sont respectivement de 41 et 44 % – 59 % en 1991. De plus, l'eurosepticisme s'est accompagné d'une polarisation de l'opinion, l'intérêt croissant pour une Union européenne de plus en plus visible entraînant le développement de véritables attitudes politiques à son égard. Ce constat d'ensemble mérite d'être toutefois affiné : la Grande-Bretagne persiste à faire preuve de réserve, tandis que l'érosion est faible en Italie, au Pays-Bas et au Luxembourg ; en revanche, les avis défavorables ont augmenté au sein de membres fondateurs comme l'Allemagne, la Belgique et la France, alors que l'europhéisme progressait en Irlande, en Grèce et au Danemark. L'Espagne et le Portugal conservent un niveau de soutien supérieur à la moyenne mais, dans les trois pays les plus récemment intégrés, il lui est inférieur et contribue du reste à son abaissement.

**Tableau 2. Hiérarchie des pays membres de l'UE selon leur degré d'attitudes positives**

**Rappel :**

Attitudes à l'égard de l'Europe	Pays
	1973-1993
Très européens	Lbg, I, NI, F, All, B
Assez européens	Esp
Moyennement européens	Irl, Gr, P
Faiblement européens	Dk, RU

Données tirées de Anderson, C. J., and Kaltenhalter, K. C., « The Dynamics of Public Opinion toward European Integration, 1973-93 », *op. cit.*

**Évolution :**

Attitudes à l'égard de l'Europe	Pays	
	Printemps 1993	Printemps 1999
Très européens	Nl, I	Irl, Lbg, Nl
Assez européens	Gr, Lbg, Irl, B	P, Gr, I, Esp
Moyennement européens	P, All (partie ouest), Esp, F, Dk	F, B, All (partie ouest), Dk
Faiblement européens	RU, All (partie est)	RU, All (partie est), Autr, Finl, S

Source : *Le vote des Douze. Les élections européennes de juin 1994*, Paris, Département d'études politiques du *Figaro* et PFNSP, p. 168, et *Les élections européennes du 13 juin 1999*, Presses de Sciences Po, 2000, p. 28-29.

**Tableau 3. Indicateur de satisfaction vis-à-vis de l'appartenance à l'UE (une « bonne chose » en %)**

Pays	Automne 1990	Automne 1991	Automne 1993	Automne 1997	Automne 1998	Automne 2001	Automne 2002
Irlande	76	78	73	83	79	81	74
Luxembourg	76	79	72	71	77	81	83
Pays-Bas	82	86	80	76	75	74	69
Italie	77	78	68	69	68	64	62
Grèce	75	73	77	60	67	68	62
Portugal	69	77	59	56	58	63	56
Danemark	58	61	58	53	56	62	61
Espagne	69	73	54	53	63	57	68
France	66	63	55	48	52	50	52
Allemagne	73	69	53	38	48	55	59
Belgique	73	71	59	42	47	58	60
Finlande	–	–	–	39	45	37	41
Autriche	–	–	–	31	38	44	46
Royaume-U	53	57	43	36	37	33	31
Suède	–	–	–	31	35	43	43
Moyenne	69	69	57	49	54	54	55

Sources : *Eurobaromètre* n° 34, 36, 40, 48, 50, 56 et 58.

Il n'est pas possible de rendre compte de tous les éclairages nationaux apportés par cet ouvrage, mais certains peuvent être retenus à titre d'illustration. Ainsi le penchant européiste de l'Italie s'est-il moins érodé qu'il a perdu de son caractère abstrait avec l'émergence d'une

opinion publique attentive aux politiques européennes concrètes – en particulier la mise en place de la monnaie unique – et divisée à leur propos ; Piero Craveri parle à cet égard du « développement d'une citoyenneté européenne », tandis qu'Andreas Wilkens évoque une « normalisation » des rapports de l'Allemagne avec l'Europe, sortie du domaine du transcendant pour entrer dans la réalité, et donc contestable dans son action comme toute entité politique. L'eurosclérose y date des années 70, tandis qu'une nouvelle césure, plus vertigineuse, a coïncidé avec la réunification ; elle semble en voie d'atténuation puisque l'indicateur de satisfaction vis-à-vis de l'appartenance dépassait à nouveau, à l'automne 2002, la moyenne communautaire, à la différence de la France. La Belgique, qui partageait la même réputation d'europhilie que l'Italie, a été plus sérieusement ébranlée entre 1996 et 1999 – les avis positifs passant même sous la moyenne européenne en 1998 –, des années marquées par une crise de tous les indicateurs de confiance dans le pays comme le relève Pascal Delwit. Le sommet de l'évolution se situe en 1991-1992 pour le Portugal, le creux autour de 1995 ; son originalité tient au fait que la courbe des bénéfices retirés de l'appartenance est plus élevée que celle de la satisfaction (« bonne chose »), ce qu'António Costa Pinto et Marina Costa Lobo interprètent comme le reflet d'une perception instrumentale de l'UE. À l'inverse, Lise Hede-gaard Rasmussen évoque la « révolution tranquille » en cours au Danemark, dont l'image de scepticisme ne doit occulter ni les résultats serrés des referendums de 1992 et 2000, ni le soutien accru à l'UE – 51 % considérant en 2000 l'appartenance comme une bonne chose contre un pourcentage moyen de 50 –, ni l'enthousiasme pour l'élargissement à l'est de l'Europe. Hans Otto Frøland et Lise Rye constatent également un changement d'attitude en Norvège depuis juin 1999 ; ils l'expliquent par le nouveau regard porté par les femmes sur une éventuelle adhésion à l'Europe communautaire, jusqu'alors perçue comme une menace pour l'État providence.

Au total, les évolutions les plus actuelles traduisent l'extrême fluidité du sentiment européen ainsi que les mouvements erratiques, perçus par tous les auteurs, qui le caractérisent. À l'automne 2002, une moyenne de 55% jugeait l'appartenance positive pour le pays membre, soit le niveau le plus élevé atteint depuis sept ans.

Les attentes sont assez élevées dans les pays candidats, les deux pays retenus présentant des situations contrastées puisque la République tchèque se situe en dessous de la moyenne, la Hongrie au dessus malgré le tassement début 2003, à la veille du referendum sur l'adhésion, dont rend compte Eva Ring.

**Tableau 4. Indicateur de satisfaction vis-à-vis de la future appartenance à l'UE (une « bonne chose » en %)**

Pays	Automne 2001	Automne 2002
Hongrie	60	67
République tchèque	48	43
Moyenne des 13 pays candidats	59	61
Moyenne des 10 du groupe de Laeken	–	52

Source : *Eurobaromètre des pays candidats*, 2001 et 2002.

Pour tous, pays membre ou candidat, l'enchevêtrement des déterminations nationales, européennes, économiques ou politiques rend compte des difficultés à cerner l'objet européen, et plus les attentes à son égard ont été vives, plus les déceptions semblent fortes.

### **Une ou des Europes ?**

L'émergence d'un débat européen ne saurait occulter son cloisonnement au sein de chaque État, ni le fait qu'il se décline par là même en fonction des situations nationales. Le choix a donc été fait de proposer dans cet ouvrage un article par pays, en retenant un choix représentatif de chaque étape de la construction européenne : l'Allemagne, la Belgique, la France et l'Italie parmi les six fondateurs ; le Danemark et la Grande-Bretagne pour le premier élargissement, outre la Norvège qui n'a pas ratifié le traité d'adhésion et demeure associée ; le Portugal pour la seconde vague méditerranéenne ; l'Autriche pour l'élargissement de 1995 ; enfin deux pays adhérents, la Hongrie et la République tchèque. Cette démarche offre l'avantage de se démarquer des études globales et thématiques qui existent en langue française, tout en apportant un éclairage inédit sur certaines opinions publiques négligées en tant que telles par les publications et en permettant de fructueuses comparaisons.

### ***Les logiques de l'europhilie***

Les auteurs s'accordent à relever un certain nombre de variables qui influent sur les attitudes à l'égard de l'Europe, sans pour autant qu'elles soient opérantes partout.

Le fait d'être favorisé en termes de statut social, de revenus, d'instruction, aboutit dans presque tous les pays et depuis longtemps à une orientation plus favorable ; les articles le soulignent pour l'Autriche, la France, le Portugal, la République tchèque candidate..., mais Piero Craveri nuance le caractère structurant de cette cassure horizontale socio-économique en Italie. De même Andrea Kramer indique-t-elle que

le clivage centre-périphérie ne fonctionne pas en Autriche alors qu'il est globalement pertinent. Hans Otto Frøland et Lise Rye soulignent son importance particulière pour la Norvège ; structuré au XIX<sup>e</sup> siècle, il a été à nouveau mobilisé par la question européenne, les zones rurales défendant leurs intérêts – ceux du secteur primaire d'abord, puis des services publics municipaux incarnant les valeurs de l'État providence – ainsi que les traditions nationales face aux villes acquises à la modernisation communautaire. Andreas Wilkens rappelle la spécificité de la fracture territoriale Est-Ouest en Allemagne, du reste en voie d'atténuation : plus distants que leurs concitoyens à l'égard de l'UE au début des années 90, les Allemands de l'Est tendent en effet à se rapprocher inexorablement de leurs appréciations.

Comme le montre l'étude précise du cas français, l'âge ne se révèle pas discriminant malgré la confiance placée dans la jeune génération par les élites communautaires : certes la méfiance initiale est plus vive parmi les aînés – les citoyens tchèques en témoignent – mais les plus jeunes ne conçoivent pas l'Europe comme un univers politique dans lequel s'impliquer, par la participation électorale notamment ; en définitive, l'effet d'âge est indissociable de l'instruction, les seconds étant en moyenne plus diplômés que les premiers. La variable sexuelle ne doit pas non plus être systématisée ; les femmes tendent bien à manifester une réserve plus marquée vis-à-vis du processus communautaire, mais la différence n'est pas toujours significative lors des référendums – comme en 1992 en France ou en 1994 en Autriche. L'article consacré à la Norvège rend compte de cette complexité : si aucune différence entre les sexes ne pouvait être observée lors de la consultation de 1972, le vote féminin a contribué de manière décisive au rejet de 1994 ; or le changement d'attitude constaté dans les sondages de l'automne 2002 tient largement au fait que les femmes envisagent désormais de manière beaucoup plus positive l'adhésion de leur pays à l'UE.

La variable partisane mérite également de retenir l'attention, mais ses effets varient selon les pays. Miroslav Novak et Tomas Lebeda montrent qu'elle est particulièrement opérante en République tchèque, ainsi qu'Eva Ring en Hongrie : elle oriente les attitudes moyennes des populations et a été appelée à jouer un rôle important lors des référendums d'entrée dans l'Union européenne. En République tchèque, par exemple, les partis de droite sont les plus favorables à l'adhésion, pour des raisons bien spécifiques, alors que la gauche met davantage l'accent sur ses possibles conséquences négatives. Au Portugal, le clivage sur l'adhésion a reproduit celui sur la démocratie pluraliste, ce qui explique la position hostile adoptée par le Parti communiste portugais (PCP) et le syndicat de même obédience jusqu'en 1986.

La nationalité apparaît en dernière analyse comme le critère le plus déterminant, en cela « qu'elle symbolise les différents contextes politiques dans lesquels les citoyens reçoivent et interprètent toutes les informations concernant l'Europe »<sup>4</sup>. La typologie élaborée à partir du moment et de l'ancienneté de l'adhésion a été évoquée et s'inscrit dans cette perspective, mais elle ne suffit pas à rendre compte des différences entre les niveaux de soutien des pays d'une même vague. Il convient donc de prendre aussi en considération les histoires et les cultures nationales.

### ***La difficile émergence d'une citoyenneté européenne***

Tous les auteurs ont mis l'accent sur les relations complexes tissées entre culture nationale et identité européenne : les cas de figure extrêmes sont incarnés, d'un côté par la Grande-Bretagne, le Danemark et la Norvège où l'incompatibilité semble quasi totale et, à l'autre bout de la chaîne, par l'Italie où l'Europe a servi, à certains moments difficiles, de substitut à une identité nationale lézardée. Pour preuve, le sentiment de citoyenneté européenne variait de 1 à 7,7 entre la Finlande (4 %) et l'Italie (30 %) en 1996 : la Grande-Bretagne se situait exactement à la moyenne avec 14 %<sup>5</sup>.

C'est bien cette ambivalence par rapport à l'intérêt national, ainsi qu'à l'évidence le *special partnership* avec les États-Unis, qui expliquent, depuis le début des années 60, le manque d'enthousiasme des Britanniques face à l'Europe, le fait que cette dernière n'a jamais réussi à constituer une priorité, ni une préoccupation fondamentale. Claire Sanderson démontre très bien que l'intégration européenne n'est perçue que comme une inévitable nécessité et qu'à chaque étape (referendum de 1975, mise en œuvre de la politique agricole commune ou ratification du traité de Maastricht), l'essentiel est de préserver, à coup de négociations, de renégociations ou de clauses d'exception, les attributs de la souveraineté. L'auteur propose une explication séduisante fondée sur une *misrepresentation* des enjeux européens, savamment véhiculée par la presse et entretenue par la classe politique. Cette vision déformée rendrait compte des sinuosités des politiques, illustrant encore aujourd'hui les attitudes de Tony Blair face à la monnaie unique, et de la

---

<sup>4</sup> Sheperd, R., *Public Opinion and European Integration*, Fainborough, Saxon books, 1975, cité par C. Belot dans « L'Union européenne et ses citoyens », numéro spécial des *Problèmes politiques et sociaux*, 8 mars 2002, n° 871, p. 59.

<sup>5</sup> Dargent, C., « Citoyenneté européenne : la concurrence des identités territoriales et sociales », in B. Cautrès et D. Reynié, *L'opinion européenne 2000*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 48-49.

très faible variation de l'opinion anglaise face à l'Europe. Si les Danois ne se signalent pas non plus par leur enthousiasme forcené face à l'Europe (le rejet du traité de Maastricht en 1992 et celui de l'euro en 2000 l'ont bien montré), la problématique de la souveraineté nationale revêt, ici, un relief encore plus déterminant. Elle joue le rôle de référentiel central qui explique, dans ce pays également, les attitudes de la population depuis trente ans et la stabilité de leurs opinions. Lise Hedegaard Rasmussen expose avec une grande pertinence la récurrence des arguments utilisés depuis 1973 et les débats sur l'entrée dans l'Europe communautaire qui épousaient souvent ceux d'outre-Manche, en raison des liens étroits économiques avec la Grande-Bretagne. L'argumentaire des opposants s'est toujours fondé sur la prééminence de la souveraineté vitale pour un petit État et la préservation des valeurs nationales communes à la social-démocratie scandinave. La vulnérabilité d'un petit pays, devenu tardivement une nation homogène, confronté à ce qui peut être présenté comme un projet capitaliste supranational, s'est heurtée constamment aux arguments des partisans des bénéfices économiques qui pourraient être retirés de l'appartenance aux structures communautaires. Le recours très fréquent à la procédure référendaire a sûrement nourri l'euroscpticisme qui semble ne plus être une donnée immuable. Hans Otto Frøland et Lise Rye constatent pour la Norvège une même révolution tranquille : les auteurs annoncent un frémissement des attitudes envers l'Europe, depuis l'automne 2002, dû à un retournement des opinions féminines comme cela a été indiqué précédemment. Ces femmes, travaillant surtout dans le tertiaire public, attachées aux acquis sociaux de l'État Providence, pourraient renverser la majorité de votes hostiles qui s'est manifestée avec une grande stabilité lors des référendums de septembre 1972 et de novembre 1994, et mettre fin aux rapports ambigus de la Norvège avec l'Union européenne. L'« effet euro » ainsi que les perspectives prochaines de l'élargissement expliqueraient cette inflexion. On retrouve ici la permanence des problèmes liés à la souveraineté nationale, qui sont particulièrement exacerbés chez les pêcheurs, les fermiers de la périphérie rurale et septentrionale du pays. Enfin, le cas tout à fait révélateur de la position du Tyrol analysé par Andrea Kramer reflète, à l'échelle d'une région et d'une ville autrichienne, Innsbruck, le poids des intérêts régionaux relayés par les lobbies économiques locaux dans les prises de position à l'égard de l'Europe. Là, il s'agit très concrètement pour une ville d'apporter une solution aux problèmes posés par le trafic international grandissant qui emprunte ce parcours. Les clivages mentionnés souvent volent ici en éclat : c'est bien l'ensemble de la population qui débat à ce propos de l'entrée du pays dans l'Union européenne, et aucun parti politique ne peut songer à une victoire électorale sans une ligne dure sur ce problème

face aux directives communautaires. Ce problème crucial surdétermine tous les autres, et le parti de Jörg Haider ne s'y était pas trompé en épousant les revendications de la population. Même les sanctions prises à l'encontre de l'Autriche en février 2000 n'eurent pas le même effet. Seule la résolution de ce sujet peut permettre de dépasser le scepticisme montant face à l'Europe...

À l'autre extrémité, dans les pays de forte tradition europhile comme l'Italie, l'Allemagne ou la Belgique, les rapports à l'identité nationale ont suscité, en dépit de situations très contrastées, un fort soutien à la cause européenne. En Italie, Piero Craveri montre à quel point le penchant européiste continu s'explique par l'instrumentalisation de l'Europe qui fait office de substitut aux carences de l'identité nationale. L'Europe a bien servi de solution à la crise d'identité collective consécutive au fascisme et à la Seconde Guerre mondiale, même si elle n'a joué ce rôle qu'au sein des classes dirigeantes jusqu'à la fin des années 60 ; à nouveau, au début de la décennie 90, lors de la perte de confiance générale dans l'État italien, l'Europe a, en quelque sorte, sauvé le pays en servant d'antidote aux forces de dislocation à l'œuvre. Andreas Wilkens, dans son analyse de la situation allemande, note lui aussi qu'alors que construction européenne et ancrage ouest-européen allaient de soi et débouchaient assez rapidement sur un consensus de tous les partis démocratiques, l'Europe était utilisée comme une « communauté de destin », une « patrie de remplacement ». La réunification, à moyen terme, ainsi que nous l'avons déjà remarqué, n'a pas modifié les données. Même l'attachement si fort au mark, emblématique du miracle économique allemand, a été surmonté et remplacé par un soutien croissant à l'euro. En revanche, en Belgique, Pascal Delwitt explique que l'arrimage européen et atlantique s'est imposé tout naturellement dans un pays où le sentiment national était fort ténu. Il souligne néanmoins que ce pays qui est un des plus europhiles ne transpose qu'avec une extrême lenteur les directives européennes en droit belge.

Dans les deux pays du sud sortis de la dictature au cours des années 70, la consolidation démocratique, l'intégration européenne et le développement économique ont contribué conjointement à créer un cercle vertueux qui a permis à l'Europe communautaire, objectif des seules élites politiques au cours du processus d'adhésion, de s'ancrer dans l'opinion. La population portugaise en a retiré une approche instrumentale de l'UE, sur laquelle insistent António Costa Pinto et Marina Costa Lobo en lui rattachant plusieurs paradoxes : dans ce pays europhile, l'Europe communautaire n'est que peu fondatrice d'identité ; les réserves sur les modalités démocratiques de son fonctionnement ne contra-

rient pas les souhaits d'eupéanisation des politiques, ce qui confirme la priorité utilitariste accordée à son efficacité décisionnelle.

Enfin, Miroslav Novak et Tomas Lebeda, tout comme Eva Ring, insistent bien sur le fait que la conscience européenne et un vrai attachement aux valeurs occidentales ont perduré en République tchèque et en Hongrie pendant et au-delà de la période d'appartenance au bloc soviétique. Ces pays sont demeurés membres de l'Europe centrale et non de l'Europe de l'Est. Les problèmes de souveraineté nationale, même s'ils peuvent être ponctuellement agités par des partis d'opposition, comptent bien peu au regard de la prégnance des effets économiques escomptés à la faveur de l'adhésion.

Cette diversité des opinions est au cœur de l'ouvrage, au travers de la série proposée de contributions nationales. Dans le même temps, il rend compte des limites qu'offrent les attitudes socio-politiques très structurées face à l'Europe : ainsi, les pays scandinaves, au sein desquels on s'accorde à reconnaître une très bonne information sur les phénomènes européens, ne se signalent pas par une participation importante aux élections européennes ; au contraire de l'Espagne, le Portugal a connu une hausse considérable et préoccupante de l'abstention aux consultations communautaires, sans qu'un changement constitutionnel puisse l'expliquer ; enfin l'Italie conjugue euphylie et relative méconnaissance des réalités communautaires.